

de changements possibles ?" C'est parce que la pensée secrète de l'orateur qui a prononcé ce discours trahit cette idée de l'école anti-coloniale en Angleterre que nous allons échapper à la mère-patrie ; et voilà pourquoi cet hon. monsieur prouve que ce projet a quelque analogie avec la déclaration d'indépendance. La dernière phrase de ce discours indique une singulière appréhension en ce qui regarde cette question : " si les délégués des diverses colonies approuvent les résolutions rédigées par leur comité, et si ces résolutions sont approuvées par les législatures de ces colonies, le parlement devra étudier et compléter la fédération de nos possessions de l'Amérique du Nord." Le noble lord qui a proposé l'adresse semble prendre ces résolutions pour le rapport d'un comité qui devait être ultérieurement soumis à la considération des délégués ! Voici maintenant ce qu'a dit lord HOUGHTON, en secondant l'adresse, et, lui aussi, a clairement formulé l'idée de notre indépendance prochaine :

" Cette tendance qui pousse les petits états à s'unir pour leur protection mutuelle et pour la dignité de l'empire, s'est manifestée en deux circonstances remarquables qu'on voudra bien me permettre de rappeler en quelques mots. En Europe, cette tendance s'est manifestée chez les populations de l'Italie ; Sa Majesté n'y a pas fait allusion dans son discours parce que c'est un fait accompli dans l'histoire européenne. L'empereur des Français et le roi d'Italie ont dernièrement passé une convention à laquelle l'Angleterre ne peut prendre d'autre intérêt qu'en souhaitant qu'elle tourne à l'avantage de l'une et à l'honneur de l'autre des parties contractantes. En tout cas, il en résulte un grand avantage. Victor-Emmanuel ayant aujourd'hui sa capitale au centre de l'Italie ne pourra plus être désigné comme roi de Piémont. Il est roi d'Italie ou il n'est rien. De l'autre côté de l'Atlantique, la même tendance, (celle que le noble orateur croit favorable à la dignité de l'empire), s'est manifestée dans l'union projetée des provinces anglaises de l'Amérique du Nord. J'approuve entièrement ce que vient de dire mon hon. ami, (qui, comme nous venons de le voir, n'a pas dit grand chose), qui a proposé l'adresse en faveur de ce projet. Milords : l'inauguration de ce projet approuvé par le gouvernement de Sa Majesté est un grand événement. Il semble certainement contraire aux anciennes maximes d'économie politique qui régissent les rapports des colonies avec la mère-patrie de nous voir en cette circonstance exprimer notre satisfaction, conjointement avec la couronne, d'une mesure qui tend à réunir, sous un pouvoir presque indépendant, nos colonies de l'Amérique du Nord. Nous croyons toutefois qu'ainsi réunies elles reconnaîtront l'importance de leur union avec l'Angleterre et que, tout en étant plus fortes par cette union, elles nous resteront fidèles. Nul doute, milords, que cette

mesure demandera un examen sérieux dans lequel on devra avoir soin de ménager les susceptibilités provinciales."

Je répète, M. L'ORATEUR, que cette explication trahit la crainte de nous voir bientôt indépendants. Un de ces nobles lords suppose que nous faisons un pas dans le sens des auteurs de la déclaration d'indépendance ; un autre croit que nous sommes mus par la même idée qui a donné naissance au royaume d'Italie.

M. SCOBLE—Les renseignements manquent à ces nobles lords.

M. DUNKIN—Je n'en doute pas, et ce n'est pas la première fois que pareille chose se présente. Voici maintenant les observations de lord DERBY. Elles diffèrent un peu et sont, à mon avis, plus satisfaisantes ; mais, malgré cela, elles manifestent un pressentiment désagréable. Après avoir fait remarquer que l'attitude des États-Unis vis-à-vis de la Grande-Bretagne et de nous-mêmes, n'est pas très-amicale, qu'ils nous ont menacés d'abroger le traité de réciprocité, d'armer une flotte sur les lacs, et le reste, lord DERBY continue :

" En pareilles circonstances, je vois avec une nouvelle satisfaction, (il a certainement voulu dire "avec moins de mécontentement," mais il se sert d'une phrase polie, car les autres questions ne sont pas de nature à le satisfaire) ; je vois avec satisfaction la nouvelle d'une mesure importante, je veux parler de la confédération projetée des provinces de l'Amérique Britannique. (Écoutez !) Je crois pouvoir considérer cette fédération comme tendant à constituer un pouvoir assez fort, avec l'aide de ce pays qui ne sera jamais retirée, je l'espère, à ces colonies, pour leur donner une importance qu'elles ne sauraient acquérir en restant isolées. (Écoutez !) Si je voyais, dans cette fédération, un désir de se séparer de ce pays, je n'en admettrais pas certainement les avantages, mais j'ai constaté avec plaisir que cette tendance n'existe pas. Il est peut-être prématuré de discuter des résolutions qui n'ont pas encore été soumises aux différentes législatures provinciales, mais je suis heureux de voir dans les conditions de cette fédération un désir sincère de la part des provinces de rester unies avec ce pays, et une préférence déterminée pour les institutions monarchiques sur les institutions républicaines."

(Écoutez !)

Personne ne peut trouver à redire aux sentiments exprimés par ces paroles, mais, si je ne me trompe pas, l'homme d'état qui les a prononcées, trahit malgré lui un certain degré d'appréhension. Lorsqu'un homme dans la position de lord DERBY, un homme qui connaît toutes les finesses de sa langue,